

**NUL N'EST À L'ABRI** Les professionnels de l'action sociale à la recherche de temps pour changer leur travail en faveur des démunis

# Expliquer pour éviter la stigmatisation

## RAPPEL DES FAITS

Entre mai et septembre 2014, Le Journal du Jura a réalisé sept reportages sous le titre générique «Nul n'est à l'abri», afin de rendre plus visible la réalité de l'aide sociale dans la partie francophone du canton de Berne. Les services sociaux régionaux du Jura bernois, à l'origine du projet, se sont réunis la semaine dernière pour une ultime table ronde. Leur constat sur la situation actuelle n'incite pas à un optimisme débordant.

STÉPHANE DEVAUX

Quel paradoxe! Alors que les statistiques de l'aide sociale ne cessent de grimper (hausse de 8% dans le Jura bernois en 2013, soit la plus forte augmentation de toutes les régions du canton), une majorité des gens qui n'en ont pas besoin continue d'être dans le déni. «Or, dans ces circonstances, on fait des amalgames et on stigmatise. On stigmatise le pauvre plutôt

Service social régional de Tavannes (SSRT).

Pour autant, la pression sur cette branche ne décroît pas. Car de nombreuses voix, à droite de l'échiquier politique en particulier, s'élèvent pour qu'on diminue les montants alloués à l'aide sociale. Ou qu'on assortisse l'octroi de prestations de conditions de plus en plus drastiques. C'est d'ailleurs déjà le cas aujourd'hui, confirme Martine Gallaz, du SSRT: «Nous recevons des dossiers de personnes dont la demande de rente a été rejetée par l'AI (Assurance invalidité), qui sont juste «à pleurer». Il y est stipulé que la personne est apte à travailler, alors que ce n'est manifestement pas le cas. Aucun employeur ne prendra le risque d'engager ce genre de personnes...»

## «On nous envoie dans le mur»

Impossible, donc, pour les professionnels de l'aide sociale, de mener à bien leur mission première, qui est la réinsertion professionnelle. «Nous vivons

«**Les gens ne vont pas forcément moins bien qu'avant, c'est le degré d'exigence qui est toujours plus élevé.**

MARTINE GALLAZ SERVICE SOCIAL RÉGIONAL DE TAVANNES

que de s'attaquer aux causes de cette pauvreté», déplore Manuel Wahli, responsable du Service social de Tramelan.

## Conditions de plus en plus drastiques

C'est pour combattre cette stigmatisation, conséquence directe d'une méconnaissance de la problématique, que les services sociaux du Jura bernois s'étaient approchés, au printemps dernier, du Journal du Jura. De cette rencontre était née la série «Nul n'est à l'abri», destinée à rendre plus visibles ces hommes et ces femmes victimes de coups du sort et qui ne s'en sortent que grâce à l'appui de l'aide sociale. «Oui, nous avons eu de nombreux retours de lecteurs, qui nous ont avoué ne pas connaître les réalités de l'aide sociale. Dans ce sens, notre «opération de communication» a été un succès», résume André Parrat, actif au

dans une grande ambiguïté», confirme André Parrat. «Nous avons pour mandat de réinsérer les personnes n'ayant plus d'emploi, alors que nous savons qu'il n'y a plus de travail pour tout le monde.» «On nous envoie dans le mur, renchérit sa collègue Jacqueline Calame. Comment réinsérer des gens qui n'ont pas les compétences requises? Aujourd'hui, pour le moindre job, il y a une telle exigence!»

Pour Martine Gallaz, c'est le rôle même des services sociaux qui devrait être redéfini. «Pour moi, les gens ne vont pas forcément moins bien qu'avant, c'est le degré d'exigence qui est toujours plus élevé.» Mais le temps à disposition des assistants sociaux, lui, reste ce qu'il est. Ténu: «Nous avons en moyenne 15 heures par an pour gérer un dossier», rappelle Manuel Wahli.

En clair, une heure et quart par mois pour tenter de redresser des vies... ●

## «C'EST TOUTE UNE JEUNESSE QU'ON LAISSE TOMBER, EN FABRIQUANT DES MALADES SOCIAUX»

Pour Michael Bon, assistant social à Tavannes, l'AI est mieux armée que les institutions d'action sociale pour insérer les sans-emploi, en particulier les jeunes. «Il faudrait davantage d'entreprises sociales», note-t-il. André Parrat souligne l'importance de structures d'accompagnement, qui permettent de construire une vie. Et de citer le cas de deux jeunes bénéficiaires d'une rente AI, tous les deux connus de son service:

«On leur colle un curateur ou une curatrice, on leur loue un appartement et on les laisse ainsi, sans vie sociale, sinon un écran d'ordinateur. C'est toute une jeunesse qu'on laisse tomber, en fabriquant des malades sociaux. Le problème, c'est qu'on manque de moyens pour appuyer cette population-là. La société baisse les bras.» ●



La société a créé beaucoup de dégâts que les services sociaux sont censés réparer, constatent les professionnels du Jura bernois. Avec inquiétude, car ils savent que les laissés-pour-compte constituent une menace pour la cohésion sociale. KEYSTONE

## De la marginalisation à l'exclusion

**HUIT À TABLE** Huit représentants de diverses institutions d'aide sociale du Jura bernois ont participé la semaine dernière, à Tavannes, à une table ronde destinée à tirer les conclusions de l'opération «Nul n'est à l'abri», une série de 7 articles parus entre mai et septembre dans Le Journal du Jura. Il s'agit de Martine Gallaz, André Parrat, Jacqueline Calame et Michael Bon, du Service social régional de Tavannes, de Manuel Wahli et Lucie Michaud, respectivement responsable et assistante sociale au Service social de Tramelan, de Patricia Gamma, responsable du Service social régional de la Prévôté, et d'Yvonne Burkhalter, du service social de la Municipalité de Saint-Imier. Claudia Dubacher, représentante du Service social régional de La Neuveville, avait dû s'excuser.

**ALLOCATIONS UNIVERSELLES** Face à l'impasse actuelle, créée par le fait qu'il n'existe plus du travail pour tous, il faut trouver de nouvelles solutions, clame André Parrat. Comme celle, par exemple, de versements d'allocations universelles. Mais le souci premier des assistants sociaux, c'est de «créer du lien social». Heureusement, ajoutent-ils, il existe des initiatives, de la part de la société civile. «Mais les politiques devraient aussi davantage s'approcher des employeurs, afin de favoriser la réinsertion.» Ce même André Parrat se demande même s'il ne faudrait pas casser la logique actuelle. En privilégiant la réinsertion au sein même des entreprises, plutôt que dans des entreprises sociales. Même si ces dernières, il le reconnaît, accomplissent un gros travail. Le hic, c'est que la structure même de l'économie régionale a évolué. De nombreux centres de décision ont quitté la région. Effets de la globalisation. «La société a créé beaucoup de dégâts que les services sociaux sont censés réparer», soupire Martine Gallaz.

**PAS D'ANGÉLISME** S'il y a bien un reproche que les professionnels de l'action sociale refusent d'entendre, c'est bien celui d'angélisme, ou, pire encore, celui de complaisance. «Il faut savoir que, de tous les gens qui viennent chez nous, quasiment personne ne refuse de travailler», clament-ils. Au contraire, ce qu'on dit, au mieux de manière condescendante, au pire, méprisante, des bénéficiaires de l'aide sociale contribue à les déstabiliser et à les culpabiliser. «Le regard qu'on porte sur eux engendre chez eux un sentiment de honte», expliquent les participants à la table ronde. Qui rappellent qu'on marginalise d'abord, avant d'exclure...

**UN TIERS D'ENFANTS** Ce qui interrompt aussi de plus en plus, c'est le nombre d'enfants à l'aide sociale. Près d'un tiers des personnes ayant un dossier dans un des services du Jura bernois sont des mineurs. Car de nombreux dossiers concernent des familles avec enfants. Les assistants sociaux sont d'autant plus préoccupés par cette situation que le risque existe que ces enfants, une fois adultes, demeurent dépendants de ce soutien public. Et que la situation se reproduise avec leurs propres enfants.



Tendre la main pour venir en aide. LDD

**AVEC LES BÉNÉFICIAIRES** Parmi les idées à développer pour sortir de la «logique» actuelle, André Parrat, du SSRT, évoque celle d'un travail en partenariat, à mener avec les bénéficiaires de l'aide sociale eux-mêmes. «Il s'agirait d'un travail collectif. Les mettre ensemble pour qu'ils discutent ensemble des problèmes qui se posent. L'idéal serait de trouver des espaces pour mettre en relation les bénéficiaires, les travailleurs sociaux et des experts, par exemple.» Problème numéro 1? Le manque de ressources du côté des professionnels. De temps, aussi. Pourtant, insiste André Parrat, «il faudra un jour changer le travail social, sortir du système actuel de sanctions pour passer à un système plus incitatif». Quand?

**DANGER POUR LA COHÉSION** Les sociétés contemporaines doivent trouver des solutions avec ceux qu'elles ont laissés pour compte. Et cela dans leur intérêt propre. Car, à ne pas s'attaquer suffisamment au problème, elles prennent le risque de voir ces laissés-pour-compte devenir un problème pour elles-mêmes. A l'instar de la plupart de ses collègues. Michael Bon se retrouve dans cette analyse, due au sociologue français Robert Castel, connu comme étant «le sociologue de l'insécurité sociale».

Pour ce natif de la région de Brest, décédé en mars 2013, le développement d'un monde parallèle caractérisé par la précarité et l'absence de perspectives de vie est un danger pour la cohésion sociale. ● SDX